

**PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE PAR
DECLARATION DE PROJET DU PLAN LOCAL
D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE GOURS (33)**

MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DE LA MRAE

1 CONTEXTE DE LA NOTE

La commune de Gours a décidé de lancer le 20/09/2023 une déclaration de projet emportant mise en compatibilité de son PLU approuvé en avril 2011 en vue de modifier le zonage graphique et le règlement écrit pour une zone agricole (Ac) afin de reclasser 3,47 hectares actuellement situés en zone naturelle (N) en vue d'y autoriser l'ouverture d'une carrière de sables et de graves.

Conformément à l'article R104-13 du code de l'urbanisme, ce projet fait l'objet d'une évaluation environnementale.

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe), en application du 2° alinéa de l'article R. 104-13 du Code de l'urbanisme, a émis un avis délibéré en date du 29 janvier 2025 portant sur la manière dont l'environnement a été pris en compte par le projet de mise en compatibilité ayant pour effet de permettre l'exploitation, pour la production de granulats, d'un terrain actuellement situé en zone naturelle (N). du PLU de Gours (33).

Dans cet avis, la MRAe émet certaines recommandations et remarques à prendre en compte. La présente note de réponse permettra d'éclairer les services instructeurs sur les interrogations soulevées.

2 REPONSES APPORTÉES A L'AVIS DE LA MRAE

2.1 QUALITE GENERALE DU DOSSIER

Procédures liées au projet :

La MRAe recommande de préciser les procédures nécessaires à la mise en œuvre du projet, notamment au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), de la loi sur l'eau, de la réglementation relative aux espèces protégées, et de l'évaluation environnementale de projet.

Réponse de la CALL :

- Nomenclature ICPE

La rubrique de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) concernée par la gravière emportant mise en compatibilité du PLU de Gours est présentée dans le tableau ci-dessous.

| Rubrique | Désignation de l'activité | Seuil de classement | Capacité de l'activité | Régime |
|----------|---------------------------|---------------------|------------------------|--------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrière | - | - | Autorisation |

Le régime de classement est défini en fonction du seuil indiqué dans la nomenclature des installations classées. A partir du moment où un établissement comporte plusieurs installations classées dont l'une est soumise à autorisation, le principe de connexité (Code de l'Environnement) amène à considérer que l'ensemble est soumis à autorisation.

Ainsi, le projet est soumis à autorisation préfectorale au titre de la nomenclature des Installations Classées.

- Rubrique loi sur l'eau

L'activité de la gravière soumise à la Loi sur l'Eau. A titre indicatif, les rubriques opposables sont les suivantes :

| Rubrique | Désignation de l'activité | Seuil de classement | Capacité de l'activité | Régime |
|----------|---|---------------------|---------------------------|-------------|
| 1.1.1.0 | [...], création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines [...] | Déclaration | Création de 2 piézomètres | Déclaration |

| | | | | |
|----------|--|--|---|--------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface de la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : | Supérieur à 20 ha : Autorisation Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha : Déclaration | 3,5 ha environ (pas de bassin versant amont) | Déclaration |
| 3.2.3.0 | Plans d'eau, permanents ou non | Superficie : Supérieure ou égale à 3 ha => Autorisation Supérieure 0,1 ha, mais inférieure à 3 ha => Déclaration | Plan d'eau temporaire progressivement refermé – surface maximale estimée à 2 ha | Déclaration |
| 3.3.1.0. | Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : | Superficie : Supérieure ou égale à 1 ha => Autorisation Supérieure 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha => Déclaration | Présence d'une zone humide de 1,78 ha dont 1,06 ha seront impactés | Autorisation |

- Autorisation de défrichement

Le site du projet prend place en bordure d'un massif boisé. Ce massif boisé s'étend sur une bande de 20 m de large environ sur 170 m de long du site. L'activité projetée nécessitera le déboisement d'une bande partie des boisements présents sur le site (bande de 10 m en moyenne), soit une surface de 1 600 m².

Dans le département de la Gironde, sont soumises à autorisation toutes opérations de défrichement situées dans un massif forestier d'une superficie totale supérieure ou égale à 4 hectares. Dans le cadre du projet, une surface de 0,16 ha est concernée par la demande d'autorisation de défrichement.

Ainsi, le projet est soumis à demande d'autorisation de défrichement (intégrée dans la présente demande d'autorisation).

- Etude préalable agricole

Les projets soumis à la réalisation d'une étude préalable agricole sont ceux qui réunissent les trois conditions suivantes (Article L112-1-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime) :

- 1) Soumis à étude d'impact systématique ;
- 2) Situés sur une zone qui est ou a été affectée par une activité agricole ;
- 3) D'une superficie supérieure ou égale à 5 ha (seuil pouvant être modifié par le préfet de département).

Au regard de la réglementation en vigueur et des caractéristiques du projet, celui-ci n'est pas concerné par la réalisation d'une Etude Préalable Agricole.

- Espèces protégées

Un diagnostic écologique a été réalisé par le bureau d'étude ARTIFEX, sur les terrains concernés par le projet. Ce dernier a permis, dans un premier temps, de dresser un état des lieux écologique du site et d'évaluer ses enjeux, et, dans un second temps, d'établir les effets projetés de l'exploitation prévue sur le milieu naturel. Des mesures visant à Eviter et Réduire les impacts identifiés ont été établis. La mise en place des mesures préconisées permet de maîtriser les incidences potentielles du projet sur le milieu naturel local et notamment sur les espèces protégées.

Le projet n'est donc pas soumis à demande de dérogation « espèces protégées ».

2.2 CHOIX DU SITE

Sur le projet de schéma régional des carrières, en cours d'approbation, qui appelle à favoriser le renouvellement ou l'extension des carrières existantes plutôt que l'ouverture de nouvelles carrières (mesure 17) :

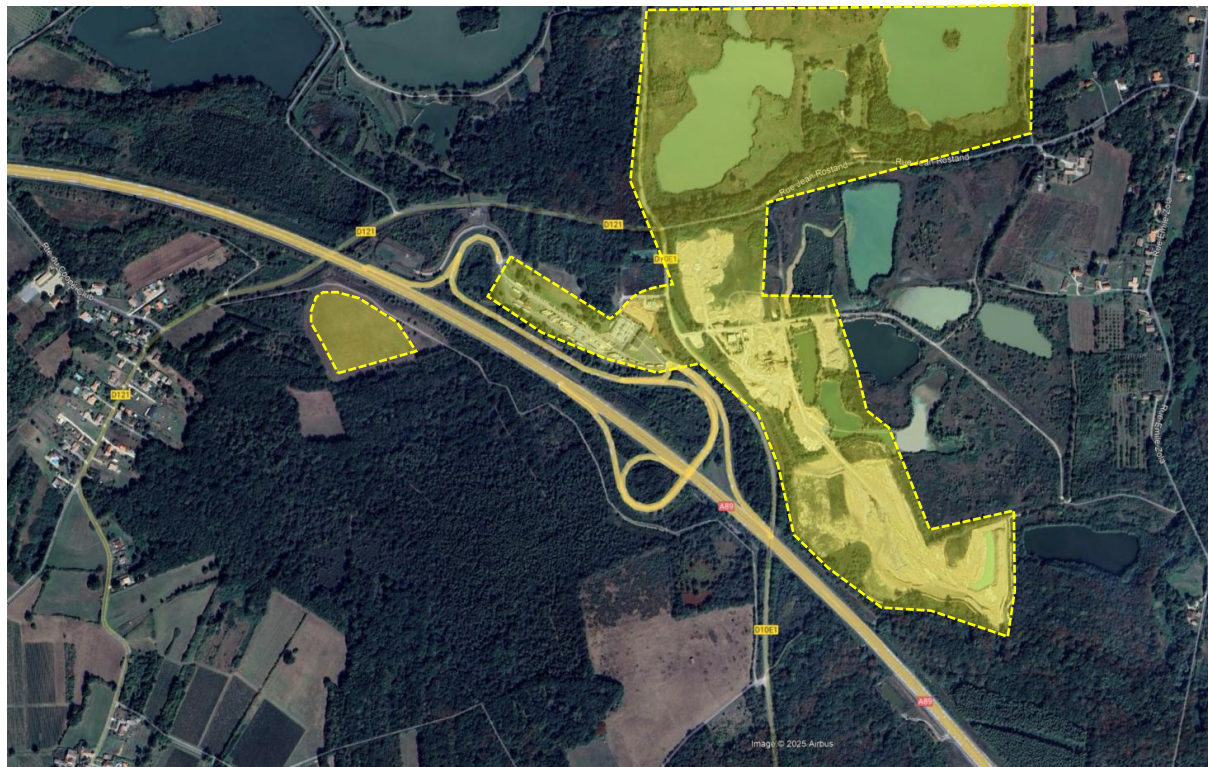
La MRAe recommande de préciser si le renouvellement (le cas échéant avec « approfondissement ») ou l'extension des sites d'extraction existants est envisageable, et le cas échéant de justifier pourquoi la solution présentée a été retenue.

Elle recommande d'expliquer comment le périmètre d'étude du futur secteur Ac a été délimité. Pour démontrer la compatibilité du projet de mise en compatibilité avec le schéma départemental des carrières et avec le projet de schéma régional, au titre de l'articulation avec les autres plans et programmes, il convient également de localiser le site par rapport au lit majeur de l'Isle.

Réponse de la CALL :

Le site actuel d'extraction, situé sur la commune de Moulin-Neuf, a déjà fait l'objet de plusieurs renouvellements et extensions au fil du temps. À ce jour, l'exploitation est arrivée à la limite du gisement exploitable, atteignant l'éponte argileuse, ce qui ne permet pas de poursuivre l'extraction.

Par ailleurs, plusieurs contraintes rendent toute nouvelle extension impossible. Sur le plan foncier, la maîtrise des terrains constitue une limite majeure, les parcelles adjacentes n'étant pas disponibles pour une extension de l'exploitation. Enfin, des contraintes naturelles et d'infrastructure s'ajoutent à ces éléments, avec notamment la présence du ruisseau le Courbarieu au sud et à l'est et la présence limitrophe de l'autoroute A89, qui constituent une barrière physique.



Compte tenu de ces éléments, le choix d'un nouveau site à proximité immédiate de l'ancienne carrière s'impose comme la solution la plus pertinente. Cette localisation permet de capitaliser sur les infrastructures existantes et de limiter l'impact environnemental en entraînant la dispersion des activités d'extraction.

2.3 INCIDENCES SUR LA MISE EN COMPATIBILITE SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

La MRAe recommande de présenter un bilan de la consommation foncière sur la période de référence 2011-2021, et de présenter les perspectives de consommation d'espace à horizon 2031 en tenant compte du projet de carrière. Pour mémoire, le portail national de l'artificialisation rapporte une consommation d'espaces NAF de 3,4 hectares sur le territoire communal de 2011 à 2021.

Réponse de la CALL :

Le projet de carrière n'a pas d'impact sur la consommation d'ENAF et ne compromet pas les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols fixés par la loi Climat et Résilience pour la période 2021-2031

En effet, les carrières, en tant qu'installations temporaires et réversibles, ne sont pas considérées comme de l'artificialisation au sens de la loi climat et résilience. Les carrières n'impliquent pas une transformation durable des sols en espaces urbanisés, mais plutôt une utilisation temporaire du sol qui, dans le cas du projet de la carrière de Gours, sera réhabilitée après l'exploitation.

Ainsi, le projet de carrière mentionné ne contribue pas à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) au sens de l'artificialisation telle que définie par le Décret n° 2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols (cf catégories de surfaces 6° de l'annexe à l'article R 1001-1 du CU ci-après).

ANNEXE À L'ARTICLE R. 101-1 DU [CODE DE L'URBANISME](#)

| Catégories de surfaces | | Seuil de référence (*) |
|------------------------------|--|---|
| Surfaces artificialisées | 1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations). | Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol |
| | 2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles). | Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain |
| | 3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux). | |
| | 4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**). | |
| | 5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon. | |
| Surfaces non artificialisées | 6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace. | Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain |
| | 7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture). | |
| | 8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole. | |
| | 9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel. | |
| | 10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes. | |

2.4 PRISE EN COMPTE DES SENSIBILITES ECOLOGIQUES

Sur la biodiversité :

La MRAe recommande de compléter la cartographie des enjeux écologiques présentée dans le rapport environnemental avec l'ensemble des secteurs à enjeux concernés par la mise en compatibilité, précisant la valeur patrimoniale, ainsi que les statuts de protection de manière exhaustive.

La MRAe recommande de poursuivre l'analyse des incidences du projet de mise en compatibilité sur la biodiversité présente dans un périmètre élargi autour du projet de secteur Ac.

Réponse de la Communauté de Communes :

L'évaluation environnementale de la Mise en compatibilité du PLU sera complétée par les cartographies des enjeux écologiques présentes dans l'annexe relative à l'étude d'impact du projet ainsi que par les tableaux définissant la valeur patrimoniale et les enjeux relatifs à chaque taxon. Pour ne pas alourdir l'évaluation environnementale et doubler la référence aux mêmes éléments, des renvois vers l'étude d'impact seront intégrés.

Deux aires d'études ont été retenues dans le cadre de l'étude d'impact pour l'analyse du milieu naturel et de la biodiversité autour du projet :

- Aire d'étude immédiate (50 m) : Pour l'étude du milieu naturel, l'aire d'étude immédiate correspond au site d'étude augmenté d'une zone tampon de 50 mètres. Les inventaires complets de la faune, de la flore et des habitats y sont réalisés. Cette aire d'étude permet de prendre en compte les éléments du patrimoine naturel directement concernés, ainsi que les éventuelles Obligations Légales de Débroussaillage (OLD).
- Site d'étude : Il s'agit de la zone au sein de laquelle l'exploitant envisage de mener son activité : terrains concernés par le projet d'ouverture de carrière.

De plus, les enjeux vis-à-vis des périmètres d'inventaires et de protection des milieux naturels ont été analysés par rapport à une aire d'étude élargie s'étendant autour de 5km autour du site de projet.

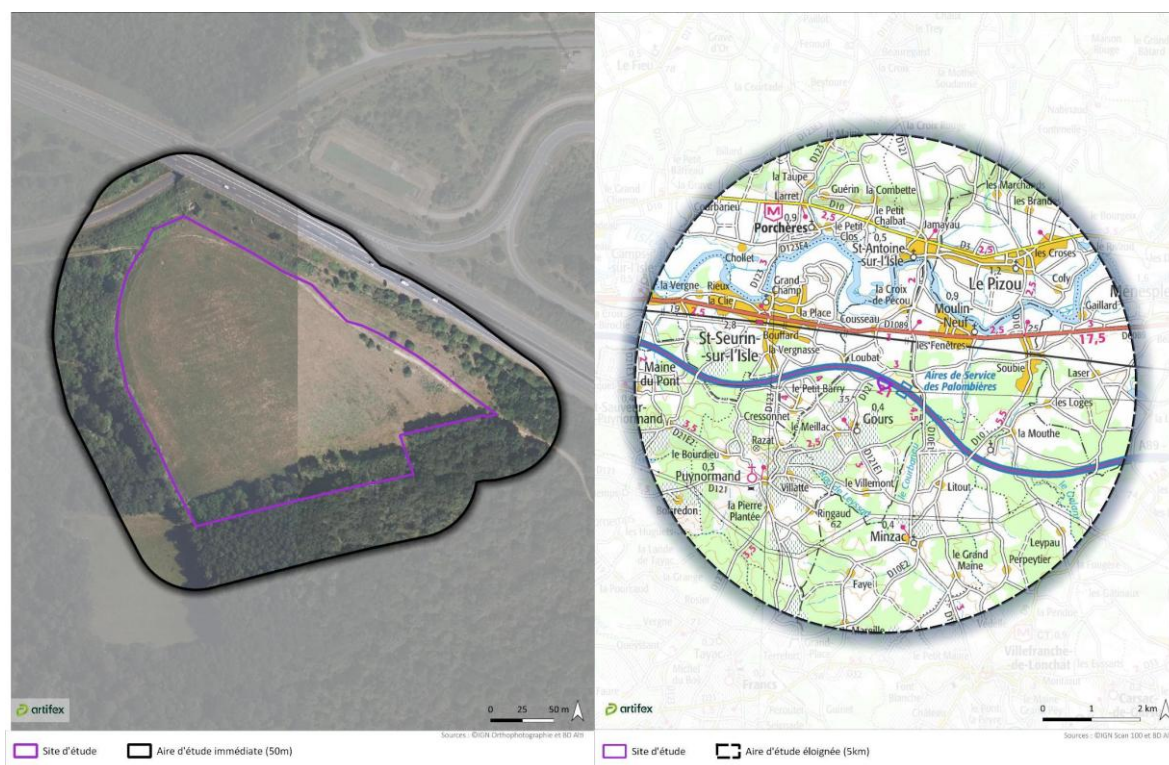


Figure 1: aires d'études de l'étude d'impact du projet et de l'évaluation environnementale de la MECDU

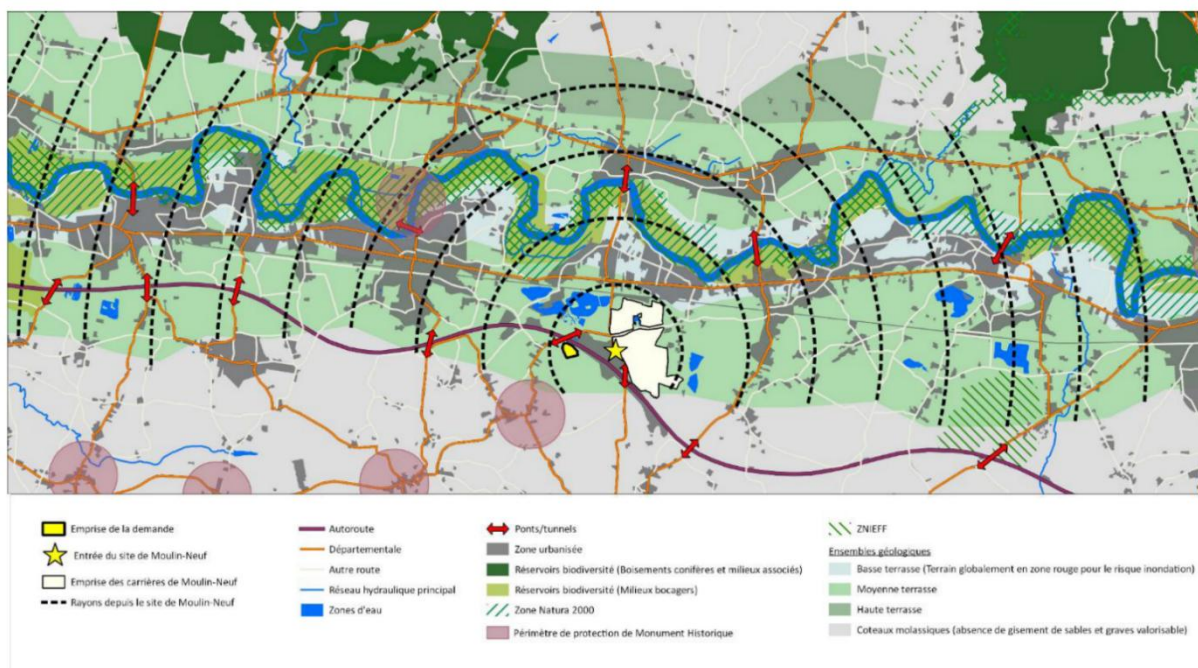


Figure 2: carte de synthèse des enjeux du milieu naturel - périmètre éloigné

Sur les zones humides :

La MRAe recommande reprendre et de consolider l'évaluation des incidences de la création du secteur Ac, en tenant compte des effets indirects sur les zones humides.

Réponse de la CALL :

L'évaluation environnementale de la MECDU sera complétée par des éléments relatifs à l'état initial et aux incidences vis-à-vis des zones humides. Ces éléments seront issus de l'étude d'impact du projet et sont précisés ci-dessous :

L'étude d'impact évoque un effet indirect potentiel de drainage superficiel qui pourrait amener à considérer l'ensemble de la surface identifiée comme impactée. Cela est vrai au terme de l'analyse des impacts bruts (page 202) du projet et donc **avant proposition des mesures d'évitement et de réduction**.

Ainsi, il est prévu un évitement partiel (ME – page 233) puis des mesures de réduction (MR4 – pages 239-242) spécifiques visant réduire le risque d'effet indirect et ainsi d'altération des zones en dehors du périmètre directement impacté.

Au terme de l'analyse des impacts après mesures d'évitement et de réduction (page 249), **c'est bien une surface de 1.06ha qui est concernée par l'impact résiduel et qui est donc à l'origine de la mise en place d'une mesure de compensation (MC1 – page 250) au titre des zones humides**. Cette mesure prend en compte le ratio de 150% recommandé et porte donc sur une surface de 1.6ha.

- Pages 239-240 : « Préservation de la zone humide hors site

Pour rappel, les surfaces concernées par le projet sont :

- Surface totale de la demande de carrière : 3 ha (pour 3 années d'extraction environ) ;
- Surface Zone Humide sur critère végétation identifiée sur le secteur : 0,95 ha ;

- Surface impactée de Zone Humide pouvant être rattaché à un habitat de reproduction du Crapaud calamite : 0,47 ha ;
- Surface évitée de Zone Humide végétation : 0,32 ha.

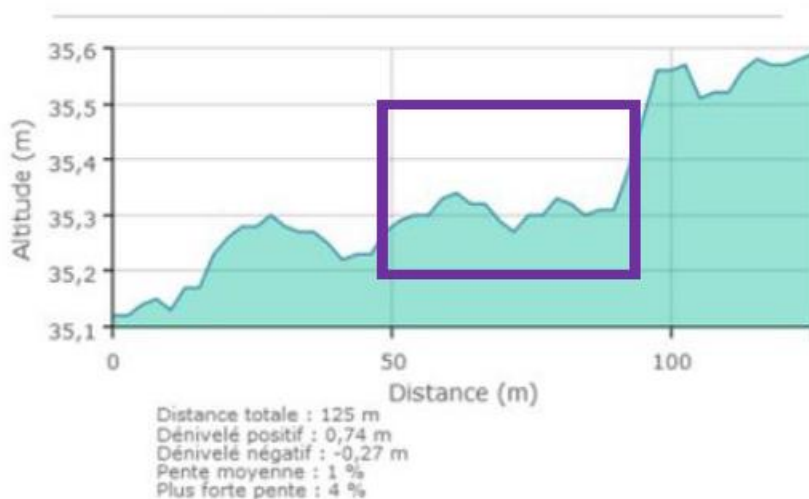
A noter que la partie de zone humide évitée intègre les 0,02 ha de jonchaie qui est le milieu le plus favorable pour la reproduction du Crapaud calamite. C'est ce périmètre de 0,02ha qui a été identifiée comme le site de reproduction du Crapaud calamite (1 seule ponte) et de la Salamandre tachetée. Ces espèces n'ont pas été identifiées sur le reste du site ou de la zone humide végétation.

En effet, il s'agit de la seule zone où une rétention d'eau a été observée (même à la suite d'épisode pluvieux), c'est donc le seul habitat effectif de reproduction.

La zone humide en place n'est pas liée à une zone de battance de la nappe alluviale qui se retrouve à 2 m sous le terrain naturel. Ainsi, la création d'une fosse, avec mise à nue de la nappe, ne va pas engendrer d'incidence directe ou indirecte sur la zone humide. La présence de la zone humide est ainsi liée à la géologie de la couche superficielle (couche argileuse d'environ 2 m d'épaisseur), qui réduit l'infiltration des eaux, et à la morphologie du terrain, qui réduit les ruissellements et donc la vidange de la zone.

En effet, le secteur de la zone humide est globalement plat avec cependant des creux et bosses, certainement liées à des ornières d'engins agricoles. La coupe présentée ci-contre présente la morphologie (altitude augmentée) du secteur, la zone humide identifiée est représentée schématiquement en violet.

Sur cette portion la pente moyenne est de l'ordre de 0 à 0,5% maximum (variation de moins de 10 cm en creux et bosses).



Ainsi, les observations de terrain montrent que la mise en place de la **zone humide est liée aux eaux pluviales tombant au droit du terrain** et par un très faible apport en amont. Le sol argileux (couche très argileuse sur 2 m) et l'absence d'une végétation dense font que les eaux pluviales stagnent au niveau de ce terrain. En cas de plus fort épisode pluvieux, les eaux ruissellent en surface vers le fossé Ouest du site.

Une intervention à proximité d'une zone humide peut engendrer des impacts directs (circulation, terrassement, stockage de matériaux...) ou indirect. Le **risque d'impact direct est maîtrisé par la délimitation précise de la zone de chantier**. Ainsi, aucune intervention ne sera menée au niveau des zones à enjeu à l'extérieur de l'emprise de la zone d'intervention (qui intègre les zones d'extraction, de

circulation et de stockage). C'est notamment pour cette raison qu'il a été fait le choix de positionner la clôture du site en périphérie de la zone d'intervention et non de l'emprise cadastrale du site.

Le risque d'impact indirect sur la zone humide serait lié à un drainage superficiel :

- Le drainage souterrain n'est pas possible du fait de la nature imperméable de la couche superficielle ;
- L'assèchement par isolement de la zone humide n'est pas possible puisque la carrière est en aval ;
- L'assèchement par évaporation ne sera pas amplifié par la présence d'une activité de carrière à proximité.

Afin d'éviter tout impact indirect, un léger rehaussement sera mis en place entre la zone d'intervention et la zone humide évitée. Ce rehaussement sera effectué avec des matériaux de découverte (argileux et très peu perméable). Cela est similaire à la morphologie actuelle de la zone humide (creux et bosse de moins d'une dizaine de centimètres). La mise en place d'un rehaussement de 30 cm maximum permettra également d'éviter une mise en eau de la zone humide. En cas de forte pluie, les eaux pourront passer par surverse vers le plan d'eau du site. »

L'étude d'impact du projet met donc en évidence les mesures d'évitement et de réduction qui permettent d'écarter l'impact indirect sur la zone humide évitée par le périmètre de projet.

2.5 INCIDENCES SUR LA QUALITE DES EAUX

La MRAe recommande de compléter le dossier sur la consommation d'eau générée par la création d'un secteur Ac dédié à la création d'une carrière, en précisant l'origine de la ressource, les volumes concernés, et les incidences environnementales des prélèvements.

La MRAe recommande en tout état de cause d'étudier les dispositions pouvant être ajoutées au règlement du secteur Ac du PLU pour participer à la protection des eaux souterraines et s'imposant au porteur de projet de la future carrière.

Réponse de la CALI:

Dans le cadre du dossier d'autorisation environnementale, l'étude d'impact environnementale du projet précise qu'afin d'assurer une gestion des poussières, notamment par temps sec et venté, de l'eau sera utilisé sur le site de Gours : aspersion des pistes et des zones décapées. Il est estimé que les besoins maximums en eau journaliers (en été) seront de 3 à 5 m³/h. Cette aspersion s'effectuera grâce à une citerne munie d'un dispositif d'aspersion. Le remplissage de la citerne s'effectuera via le pompage en place sur le site de Moulin-Neuf. Ce prélèvement est suivi quantitativement par un compteur.

Aussi, l'alimentation en eau potable du personnel de la carrière est assurée par des bouteilles d'eau minérale mises à disposition.

Ainsi, l'El confirme que le projet n'aura qu'un faible impact sur la consommation en eau.

Concernant les eaux souterraines, il est rappelé qu'aucun prélèvement dans les eaux souterraines ne sera réalisé pour les besoins de l'activité.

Le potentiel ralentissement hydraulique engendré par le remblaiement du plan d'eau sera de très faible importance du fait de l'utilisation des matériaux les plus perméables pour la partie en eau. Cette modification du régime d'écoulement des eaux souterraines restera donc très localisée et sera imperceptible en s'éloignant du site.

A noter également qu'au niveau du site d'étude, la nappe d'eau se positionne à 2 m minimum en dessous du terrain naturel. Cette nappe correspond à la masse d'eau d'accompagnement de l'Isle, s'étendant sur toute sa vallée. Ainsi, les variations piézométriques de la nappe, de quelques dizaines de centimètre maximum, ne seront pas susceptibles d'engendrer d'incidence notable sur la piézométrie de la nappe.

L'El conclut que la taille du site et la nature des travaux projetés n'auront pas d'incidence notable sur les eaux souterraines (impact faible à nul).

A noter que le suivi piézométrique qui sera mis en place permettra de contrôler l'incidence de l'activité sur la piézométrie locale.

Enfin, par application du principe de hiérarchie des normes, le PLU de Gours est compatible avec le SCOT qui, lui-même, est compatible avec le SDAGE et le SAGE. Ces documents définissent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité, de quantité et de protection des eaux.

La MRAe recommande de repérer les haies présentes sur la zone concernée par la modification du PLU afin de justifier des mesures de protection mise en œuvre. L'instauration de dispositions réglementaires au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'urbanisme et d'une OAP renforcerait leurs protections.

Réponse de la CALL :

L'état actuel du site et de ses abords montre que nous sommes en présence d'une prairie, anciennement à usage agricole, dont une petite frange sud est boisée et où une zone de stagnation des eaux pluviales s'est formée à l'est. Il est bordé à l'est par la clôture de l'autoroute A89 et à l'ouest par un fossé qui sera maintenu. Il n'y a pas de haies présentes sur la zone concernée.



L'opportunité de classer la frange boisée au sud du projet au plan de zonage sera explorée à la suite de l'enquête publique.

2.6 PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET DES NUISANCES

Sur les habitations environnantes, avec notamment le hameau de « la Croix de Trote » :

La MRAe recommande de compléter avec une analyse des risques d'exposition au bruit des habitations les plus proches. Cet enjeu doit en outre faire l'objet d'un indicateur de suivi environnemental.

Réponse de la CALL :

Depuis le hameau « la Croix de Trote », situé à environ 270 m de l'emprise de la carrière, le projet est imperceptible du fait de la présence d'un massif boisé.

Les activités menées pour l'exploitation du site nécessiteront principalement une pelle, un chargeur et des camions pour le transport des matériaux ainsi que 1 ou 2 tombereaux et un boueur lors des opérations de décapage et de remise en état.

Cette zone exploitable sera localisée à :

- 270 m de la première habitation du lieu-dit « la Croix de Trote » ;
- 250 m de la station-service des Palombières ;
- >400 m du domaine de la Bouage.

Les boisements présents autour du site du projet permettront de jouer un rôle d'écran acoustique en direction des habitations du secteur.

Enfin, il est rappelé que l'autoroute A89, passant à proximité directe du site du projet, marque le contexte sonore local.

L'impact général de la carrière sur le contexte sonore sera faible durant l'activité, du fait du faible nombre d'engin et de l'exploitation d'un gisement meuble (ne nécessitant pas de tir de mine).

Cependant, cet enjeu fera l'objet d'un indicateur de suivi dans le cadre de l'évaluation environnementale de la déclaration projet dans la thématique milieu humain : nombre de logements vacants en proximité de la carrière, nombre d'activités abandonnées à proximité du site.

3 CONCLUSION

La présente note de réponse permet d'apporter un éclaircissement aux diverses interrogations formulées par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) dans son avis en date du 6 janvier 2025.

Le projet est soumis à plusieurs réglementations environnementales, notamment celles relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), à la loi sur l'eau, aux espèces protégées, et à l'évaluation environnementale p.2. Le projet nécessite une autorisation préfectorale en vertu de la nomenclature des ICPE. De plus, une demande d'autorisation de défrichement est requise pour une surface de 0,16 ha.

Un diagnostic écologique a été réalisé, révélant que le projet n'est pas soumis à une demande de dérogation pour les espèces protégées. Le choix du site a été justifié par l'impossibilité de renouveler ou d'étendre les sites d'extraction existants en raison de contraintes foncières et naturelles, rendant ainsi la sélection d'un nouveau site à proximité immédiate de l'ancienne carrière la solution la plus pertinente.

Concernant la consommation d'espace, le projet de carrière n'a pas d'impact sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et ne compromet pas les objectifs de réduction de l'artificialisation des sols fixés par la loi Climat et Résilience.

Pour la prise en compte des sensibilités écologiques, l'évaluation environnementale sera complétée par des cartographies des enjeux écologiques et des tableaux définissant la valeur patrimoniale et les enjeux relatifs à chaque taxon. Des mesures d'évitement et de réduction des impacts sur les zones humides ont été proposées, incluant un rehaussement léger pour éviter tout impact indirect.

En ce qui concerne la qualité des eaux, le projet n'aura qu'un faible impact sur la consommation d'eau et aucune incidence notable sur les eaux souterraines. Le suivi piézométrique permettra de contrôler l'incidence de l'activité sur la ressource en eau locale.

Enfin, la présence de boisements autour du site jouera un rôle d'écran acoustique permettant de justifier de l'absence de nuisance sonore notable. Un indicateur de suivi environnemental sera mis en place pour évaluer l'impact sonore sur les habitations environnantes.